Éduquer l'individu pour la collectivité

La place du religieux dans l'avènement d'une morale civique libérale dans le canton de Vaud (1820-1834)

Nathalie Dahn-Singh*

Dans le temps où les princes exerçoient, presque en tous lieux, un pouvoir absolu sur les peuples, on disoit : Malheur à la nation dont le Roi est un enfant ou un idiot, et l'on regardoit d'un œil inquiet à la personne chargée de l'éducation du futur monarque. Et là où le peuple est souverain, ne peut-on pas dire avec la même raison : Malheur à la nation dont le peuple est plongé dans l'ignorance ?¹

En 1832 à Rolle dans le canton de Vaud, le pasteur Louis Burnier (1795-1873)², l'un des meneurs du Réveil protestant, en appelait à la prise en charge par l'État de l'éducation de l'ensemble de la population, au nom de la souveraineté populaire et de l'« éducatibilité »³ des individus. Le premier XIX^e siècle voit en effet se développer une conception nouvelle⁴ qui place l'enfant au sein d'une collectivité dépassant de loin

* Université de Lausanne.

1. Louis BURNIER, *De l'instruction publique dans ses rapports généraux avec nos nouvelles institutions politiques. Discours de promotions prononcé à Rolle le 6 mai 1832*, Lausanne, Frères Blanchard, 1832, p. 6.

2. Ministre à Lucens, puis Cossonay, Vich, Rolle et Morges, il démissionne de son poste de pasteur en 1841 pour s'engager dans la création de l'Église évangélique libre du canton. Auteur de plusieurs écrits pédagogiques (dont *De la méthode de l'enseignement mutuel* en 1823), piétiste, il se signale aussi par des ouvrages d'histoire religieuse. Cf. Gérald ARLETTAZ, *Libéralisme et société dans le canton de Vaud: 1814-1845*, Lausanne, Bibliothèque historique vaudoise n° 67, 1980, p. 333, ainsi que Jean-Pierre BASTIAN, *La fracture religieuse vaudoise. 1847-1966*, Genève, Labor et Fides, 2016, p. 46.

3. Le terme est celui de François JACQUET-FRANCILLON, « Éducation, éducatibilité », in : ID., Renaud d'ENFERT et Laurence LOEFFEL (éd.), *Une histoire de l'école. Anthologie de l'éducation et de l'enseignement en France XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Retz, 2010, pp. 37-43.

4. Pierre CASPARD, « Pourquoi l'état s'est-il intéressé à l'éducation ? (1750-1830) », *Musée neuchâtelois*, 1994, pp. 93-105.

sa famille ou son village – le peuple, la société, la nation. Cette conception légitime l'intervention de l'État cantonal dans un domaine qui fut longtemps la chasse gardée de l'Église : l'éducation populaire, c'est-à-dire des classes populaires, enfants comme adultes⁵. Peut-on alors parler de processus de sécularisation ? Cette communication se propose de montrer comment se met en place un enseignement civique dans le contexte des premières divisions religieuses au sein de la population et des élites vaudoises, entre partisans du Réveil, de l'Église nationale ou des Lumières rationalistes.

« On ne naît pas citoyen, on le devient »⁶ : dès les années 1820, les libéraux vaudois qui parviendront au pouvoir en 1830-1831 (et dont font partie nombre de partisans du Réveil) font particulièrement la promotion de l'éducation civique, supposée enseigner à chacun ses droits et devoirs, les institutions, mais aussi pléthore de connaissances jugées utiles –, et ce alors que les droits politiques demeurent *de facto* réservés à une frange minoritaire de la population⁷. Pourtant, à la fois dans les discours des libéraux et dans les supports d'éducation populaire qui connaissent un essor remarquable à cette période, la part belle est laissée aux récits moraux et religieux qui prennent le pas sur la matière politique.

L'historiographie récente sur les rapports entre les champs politique et religieux au XIX^e siècle s'est attachée à revoir la vision traditionnelle d'une sécularisation unilatérale (où le religieux serait unilatéralement disparu de l'espace public et des institutions), à la faveur de l'analyse des reconfigurations et de redéfinitions des rapports entre Église et État. Pour la fin du XIX^e siècle, Sarah Scholl a montré à l'aune des catéchismes et manuels civiques que la matière religieuse se mêle alors à la matière politique pour composer un fondement moral nouveau, commun, qui passe surtout par un mouvement de déconfessionnalisation⁸. Rarement

5. Carole CHRISTEN, « L'éducation populaire sous la Restauration et la monarchie de Juillet », *La Révolution française* [en ligne], 2013, n° 4, pp. 1 et 3 (<http://lrf.revues.org/905>, consulté le 8 avril 2021).

6. Bronislaw BACZKO, « Ici on s'honore du titre de citoyen », in : Raymonde MONNIER (éd.), *Citoyen et citoyenneté sous la Révolution française. Actes du colloque international de Vizille, 24 et 25 septembre 2004*, Paris, Société des études robespierristes (Études révolutionnaires 9), 2006, pp. 9-21, ici p. 15.

7. Soit 14,3 % sous le régime censitaire de la Constitution de 1814, chiffre qui passe à 20,6 % en 1831 selon Gérald ARLETTAZ, *op. cit.*, p. 112.

8. Sarah SCHOLL, « Soyez courageux et dociles ! » Les normes religieuses comme vecteur d'éducation au patriotisme en Suisse (1870-1914) », *Revue suisse d'histoire* 63,

étudiée, la période qui sera analysée ici – celle de la fin de la Restauration et des premières années de la Régénération, et qui précède donc la fracture religieuse vaudoise – est pourtant particulièrement riche, puisqu'elle est marquée par des expérimentations, des débats et un moment de crise identitaire touchant en premier chef la question de la liberté religieuse qui est au cœur de la problématique des fractures tout au long du XIX^e siècle.

Pour cette période, l'éducation à la citoyenneté, parce qu'elle constitue une « nouvelle » matière qui traite du rapport entre l'État et le chrétien-citoyen (en passant par les institutions, y compris l'école et l'Église) semble une entrée particulièrement fructueuse pour analyser les liens et les possibles tensions entre les champs politique et religieux sous un angle d'histoire culturelle. Là où l'appartenance (culturelle et sociale) à la communauté n'est plus seulement réglée par la religion, mais aussi par la citoyenneté, et où les libertés individuelles prennent de plus en plus de place, quelles sont les références mobilisées pour promouvoir la morale ? Quelle place est réservée aux éléments religieux ? À l'aune de manuels scolaires, de débats politiques, d'essais pédagogiques, de sources de la Société vaudoise d'utilité publique et de la presse libérale, cette communication interroge d'abord la place du clergé vaudois dans l'éducation civique, puis les héritages du modèle catéchétique, et enfin le rapport entre individualisme et bien public – afin de postuler l'avènement d'une nouvelle morale civique libérale au début du XIX^e siècle, qui n'évacue pas le religieux pour autant.

Le clergé vaudois et l'éducation à la citoyenneté

C'est à 1818 que remonte le premier projet d'éducation civique vaudois. Il émane du pasteur conservateur Louis Curtat (1759-1832), qui rédige un « Préavis » sur un « Livre Élémentaire à procurer pour l'Instruction Civile et Morale du Peuple »⁹. Selon toute vraisemblance, le texte répond à

2013, pp. 343-363, ici p. 362 ; EAD., « Les enjeux religieux de l'instruction morale et civique au XIX^e siècle en Suisse romande », *Zeitschrift für Religionskunde = Revue de didactique des sciences des religions* 2, 2016, pp. 53-62. Cf. également Martina SPANI, « La laïcisation de l'école populaire en Suisse au XIX^e siècle », in : Lucien CRIBLEZ *et al.* (éd.), *Une école pour la démocratie. Naissance et développement de l'école primaire publique en Suisse au 19^e siècle*, Berne, P. Lang, 1999, pp. 229-252, ici p. 235.

9. Louis CURTAT, « Préavis présenté au Conseil Académique dans sa séance du 14^e Janvier 1818 par Mr. le Doyen Curtat, Touchant le Livre Élémentaire à procurer

une demande que le Grand Conseil adresse au Conseil académique en 1817, dans le but de relever la moralité de la population après la famine de 1816-1817. En tant qu'ensemble de règles fixant les comportements acceptables, la morale est indissociable de ce premier projet. Alors que les programmes scolaires sont axés sur la lecture, l'écriture, l'arithmétique et la religion, et au vu des difficultés à unifier et contrôler le contenu de l'enseignement, la production de bons livres est considérée comme un moyen privilégié de procéder à l'éducation civique.

En 1822, l'ouvrage souhaité est ainsi décrit comme un remède à l'ignorance populaire :

[Il faut œuvrer à] l'instruction & la direction politique & morale du peuple, au moyen de quelques ouvrages simples & à sa portée; l'éclairer sur les prérogatives que lui donne la Constitution, qu'il a eu le bonheur d'obtenir, & sur le véritable usage qu'il doit en faire, lui montrer les conséquences fatales du mauvais usage qu'il en ferait; lui faire connaître ce qu'ont de criminel ou de répréhensible, tant d'actes auxquels il se livre par ignorance [...]¹⁰.

L'éducation civique est pensée comme garde-fou contre une mauvaise moralité née de l'ignorance et conduisant au crime, c'est-à-dire à la transgression des règles de vie en société. La « moralisation » est une nouveauté du XIX^e siècle. Le terme lui-même apparaît en France vers la fin de la Restauration, alors que « moraliser » est attesté au XVIII^e siècle¹¹. L'historien français François Jacquet-Francillon considère la moralisation « comme une sorte d'hybride d'« éduquer » et de « civiliser » – ce qui signale [...] un destinataire collectif ». Avec le terme « civiliser », c'est la « civilité » qui est en jeu – en d'autres termes : les bonnes manières, le savoir-vivre¹² qui n'est plus l'apanage d'une élite au XIX^e siècle¹³.

pour l'Instruction Civile et Morale du Peuple, ouvrage demandé dans les observations du Grand Conseil de 1817 », ACV KXIII 231/1, Ouvrages scolaires et méthodes d'enseignement. Matériel scolaire, 1803-1845.

10. « Extrait des rapports des Commissions du Grand Conseil et des délibérations de ce Conseil, en 1819, 1820 et 1821 relativement à la publication d'un Livre élémentaire sur les devoirs et les droits des citoyens », [6] juillet 1822. ACV KXIII 231/1, Ouvrages scolaires et méthodes d'enseignement. Matériel scolaire, 1803-1845.

11. François JACQUET-FRANCILLON, *Naissances de l'école du peuple : 1815-1870*, Paris, L'Atelier, 1995, p. 250.

12. ID., « Éducation, éducabilité », pp. 39-40.

13. Geneviève HELLER, « Tiens-toi droit ! » *L'enfant à l'école au 19^e siècle. Espace, morale, et santé. L'exemple vaudois*, Lausanne, Éd. d'en bas, 1988, p. 111.

Les projets d'amélioration morale du peuple caractérisent la philanthropie sociale qui se développe à cette période, en particulier au sein de la Société vaudoise d'utilité publique fondée quelques années plus tard à Lausanne, un foyer du libéralisme qui accueille aussi des pasteurs du Réveil. Les promoteurs de l'éducation civique sont souvent des pasteurs, à une période où le clergé vaudois est composé d'individus issus des couches aisées de la population urbaine¹⁴ : on y trouve de futurs tenants de l'Église nationale tout comme leurs opposants de l'Église libre, à l'instar d'Herminie Chavannes dont la famille est très impliquée dans le mouvement radical, et qui compose un *Ami des enfans vaudois* en deux volumes (1835 et 1837) très diffusé. L'idée d'un manuel civique est fondée sur la lecture d'édification morale : les éléments politiques n'y détroqueraient en rien la prépondérance de la religion à l'école, et l'ouvrage est même explicitement prévu pour être utilisé comme support d'apprentissage de la lecture « concurremment [c'est-à-dire de concours] avec les Livres Religieux admis dans ces Écoles »¹⁵, et non pour supplanter ces derniers.

Transformés en concours pour des manuels d'éducation civique, ces projets n'aboutiront guère. À la faveur du développement de l'imprimerie et de la liberté de la presse au cours des années 1820, on observe nonobstant le fulgurant développement d'un marché éditorial d'éducation morale et civique foisonnant, traitant du rapport des individus à l'État et à la société. La signification de ce qui est « moral » y recouvre un champ très vaste de devoirs citoyens, incorporant les institutions étatiques, dont l'école ou l'Église. C'est le cas dans *Les soirées du village, ou Entretiens sur l'histoire du canton de Vaud et sur ses institutions* du pasteur Samuel Descombaz (1833). Fervent partisan du Réveil protestant, l'auteur utilise son ouvrage pour défendre sa vision du rôle des ministres dans les campagnes, qui ne doivent pas « se contenter [d']annoncer l'Évangile [à leurs ouailles] du haut de la chaire », mais aussi descendre parmi eux, et « converser avec eux des grands intérêts de leurs âmes »¹⁶ ; il fait la promotion de ce mouvement religieux aux côtés des associations constituées en ce début de siècle, avec la

14. Selon Jean-Pierre BASTIAN, *La fracture religieuse vaudoise*, p. 29.

15. « Programme », 22 mars 1823. ACV KXIII 231/1, Ouvrages scolaires et méthodes d'enseignement. Matériel scolaire, 1803-1845.

16. Samuel DESCOMBAZ, *Les soirées du village, ou Entretiens sur l'histoire du canton de Vaud et sur ses institutions*, Lausanne, Au dépôt bibliographique de Benjamin Corbaz, 1833, p. 81 « Douzième soirée ».

fondation de la Société d'utilité publique, des caisses d'épargne et de prévoyance, et de la Caisse suisse d'assurance mobilière, fondée en 1825 et dont il défend l'utilité avec force détails au fil des pages.

Les manuels, et particulièrement les veillées (un type d'ouvrage présentant le pasteur ou le régent qui dispense le soir des leçons sur diverses thématiques à une assemblée villageoise), véhiculent ainsi une instruction utile, socialement, mais aussi techniquement : dans *Le Père Thomas, ou Manuel du citoyen vaudois, à l'usage des campagnes et des écoles* (1825), l'avocat libéral Gabriel-Antoine Miéville (1766-1852) met en scène un narrateur (le père Thomas) expliquant à ses voisins réunis sous un arbre au centre du village les poids et mesures, la meilleure manière d'éviter la faillite ou encore le respect de la propriété d'autrui – une vertu chère aux libéraux vaudois. Ces éléments pragmatiques, liés à la vie de tous les jours dans une société non pas spirituelle mais bien tangible, constituent un ajout à la littérature de moralisation supposée répondre aux besoins du « peuple ».

Cette conception de l'éducation populaire se retrouve même illustrée dans plusieurs manuels. L'agriculteur Jean-Louis, protagoniste des *Soirées du village* du pasteur du Réveil Samuel Descombaz (1833), possède ainsi une bibliothèque dont les titres semblent représenter un idéal paysan, à la fois édifiant et instructif tout en représentant une quantité réaliste de supports :

Sa bibliothèque était peu volumineuse, mais bien choisie. Une Bible, quelques livres de piété, l'histoire de la nation suisse par Zschokke, les entretiens de Maître Pierre, quelques ouvrages sur l'agriculture, et un petit nombre d'autres dont je ne me rappelle pas les titres, voilà à peu tous les livres qu'il possédait¹⁷.

L'instruction demeure fondée sur les livres traditionnels d'Ancien Régime (la Bible, les ouvrages de piété comme les Psaumes, les Prières ou les Testaments) ; le livre de Zschokke sur la nation suisse indique l'importance de l'histoire et du patriotisme aux côtés de l'éducation religieuse au foyer. Les *Entretiens de Maître Pierre*, une collection populaire d'origine française, constituent comme l'ouvrage d'agriculture un apport sur des connaissances concrètes, utiles. L'ensemble est caractéristique d'un changement dans les lectures du peuple, impliquant une prise de responsabilité individuelle de chacun dans la société – une prise

17. *Ibid.*, p. 4.

de responsabilité qui commence par le choix de saines lectures pour s'instruire.

Alors que l'instruction déborde des salles de classe et des églises où elle était traditionnellement circonscrite, ces mises en scène impliquent-elles que les villageois sont à même de prendre en main leur propre éducation – et leur éducation politique, *a fortiori* ? Il y a sans doute dans ces représentations littéraires une forme de prise d'autonomie fondée dans une conception protestante de l'accès individuel au savoir. Pourtant, la transmission des connaissances demeure soigneusement encadrée, puisque dans les *Soirées du village*, la prise de parole est divisée entre le pasteur et l'agriculteur Jean-Louis, qui se répondent en un dialogue qui se veut pédagogique ; dans les faits, c'est surtout le pasteur qui raconte : sans aller jusqu'à dispenser seul le savoir, le pasteur est ainsi associé de très près à l'entreprise des lumières au village, et ce d'ailleurs à la fois avant et après le début de la Régénération (1830-1831) ; son autorité en matière d'éducation civique est mise en scène et réaffirmée maintes fois au fil du récit.

Si le clergé ne se voit pas toujours accorder une telle importance dans les manuels, il demeure clair que les édiles vaudois ne souhaitent guère ébranler un système éducatif extrêmement dépendant du corps ecclésiastique, par ailleurs réticent à abandonner ce pan important de ses activités qu'est la gestion des écoles. Ainsi, le pasteur doit « nécessairement » faire partie des trois à sept membres de la commission d'inspection des écoles de chaque commune qu'instaure la loi du 24 janvier 1834 sur les écoles publiques primaires. Les pasteurs procèdent à l'examen des candidats qui veulent devenir régents ; ils inspectent les écoles, procèdent à la visite et répriment les absences – un sujet essentiel à la réussite des réformes entreprises : au XIX^e siècle, envoyer ses enfants à l'école, c'est, en bon citoyen, participer à l'effort public d'amélioration des mœurs qui est au centre des lois scolaires de la Régénération – un élément qui se retrouve d'ailleurs régulièrement dans les manuels d'éducation civique, qui prennent différentes formes à cette période.

Loi de l'« aride » catéchisme ?

Dans les premières décennies du XIX^e siècle, le catéchisme est régulièrement évoqué comme un modèle pédagogique apte à diffuser les nouvelles conceptions sur la citoyenneté. Comme le souligne Sarah Scholl, la définition du catéchisme n'est guère aisée, tant il change et accueille

de nouveaux contenus¹⁸. Depuis la Réforme, le catéchisme se définit avant tout comme un « condensé de la doctrine » chrétienne¹⁹, présenté sous forme de questions-réponses ; il prépare les catéchumènes à la communion, qui marque aussi la fin de la scolarité sous l'Ancien Régime. L'émergence d'un modèle catéchétique séparé du contenu religieux trouve son origine dans un mouvement de laïcisation du support entamé dès la seconde partie du XVIII^e siècle. Légitimé par une longue tradition de divulgation du savoir dans les campagnes, le modèle catéchétique est détourné pour devenir un exposé rationnel et organisé d'un savoir philosophique ou pratique allant de l'arithmétique à l'agriculture²⁰.

Même si, en Suisse, les catéchismes politiques sont essentiellement circonscrits à la période révolutionnaire, ce modèle est désormais solidement inscrit dans le panorama du livre d'éducation romand au début de la Restauration. Au point que, au moment d'élaborer des rapports sur les ouvrages élémentaires à fournir aux écoles entre 1819 et 1821, le Conseil académique évoque son intention de procurer aux communes, outre des livres d'histoire et de géographie,

le Catéchisme religieux peut-être, & surtout l'introduction d'un Catéchisme politique & moral, c'est à dire d'un Traité élémentaire de morale à l'usage des Collèges, [où] les principes de la Constitution et ses avantages, les devoirs de l'homme envers la société et les principes de l'honneur et de la vertu fussent développés [...] ²¹.

L'idée de récupérer le modèle révolutionnaire en tant que tel n'est pas nouvelle : le « catéchisme politique » fait depuis 1813 l'objet de propositions régulières au sein de l'exécutif vaudois. Ici cependant, si le terme de « catéchisme politique » évoque les devoirs du citoyen, la morale

18. Sarah SCHOLL, « Le catéchisme comme magistère. L'enfant, le christianisme et l'obéissance dans le XIX^e siècle européen », in : Dominique AVON (éd.), *Autorités et magistères religieux : le défi de la modernité. Actes du colloque international de l'Association française d'histoire religieuse contemporaine*, Paris, PUR, 2017, pp. 101-114.

19. *Ibid.*

20. Alain SANDRIER, « Les catéchismes au temps des "philosophes" », *Dix-huitième siècle* 39(1), 2007, pp. 319-334.

21. « Extrait des rapports des Commissions du Grand Conseil et des délibérations de ce Conseil, en 1819, 1820 et 1821 relativement à la publication d'un Livre élémentaire sur les devoirs et les droits des citoyens », [6] juillet 1822. ACV KXIII 231/1, *Ouvrages scolaires et méthodes d'enseignement. Matériel scolaire, 1803-1845*.

occupe une place grandissante au point qu'elle semble englober le politique (l'étude des institutions). On peut aussi lire le caractère « iconique »²² du catéchisme, pour reprendre la formule d'Ian Green ; longtemps l'unique support d'apprentissage à disposition, le catéchisme est le support de référence. Cette particularité pourrait expliquer le recours au catéchisme pour les projets initiaux du Conseil académique. Elle s'ajoute sans doute à deux facteurs plus évidents : d'une part, l'expérience de la divulgation du savoir sur les nouvelles institutions par des catéchismes politiques sous l'Helvétique une vingtaine d'années plus tôt, et qu'une partie de l'exécutif vaudois a vécue. D'autre part, la production et la diffusion ininterrompue de textes religieux, que le foisonnement d'ouvrages nouveaux sur le marché éditorial ne doit pas faire oublier.

Mais c'est surtout pour sa forme de questions-réponses que le catéchisme est débattu. Au cours de la période moderne et particulièrement au XVIII^e siècle, la nécessité d'adapter le contenu des supports aux capacités des enfants a pris une importance grandissante à la lumière de ce que Philippe Ariès a qualifié de « sentiment de l'enfance »²³ : la conviction de devoir s'adapter, dans son enseignement, aux capacités de l'enfant qui lui sont spécifiques. Or, le catéchisme et les lectures de textes sacrés en général sont déjà critiqués comme peu adaptés à l'enfant à cause du poids excessif de l'apprentissage par cœur : l'inquiétude de dégoûter les enfants des dogmes chrétiens est régulièrement exprimée²⁴.

Le début des années 1820 constitue un moment de charnière entre anciens et « nouveaux » modèles pédagogiques pour l'éducation civique. Si dans un premier temps, le Conseil académique préconise ce format apte à « faciliter l'étude à la jeunesse de cet ouvrage [d'éducation civique] »²⁵, le modèle s'attire surtout des critiques virulentes. En 1829, un article anonyme du *Journal d'éducation* de la Société vaudoise d'utilité publique émanant d'un patricien anonyme dénonce ainsi la forme des demandes et réponses, critiquant les « formes abstraites, si fort au-

22. Ian GREEN, *The Christian's ABC. Catechisms and Catechizing in England c. 1530-1740*, Oxford, Clarendon Press, 1996, p. 5.

23. Philippe ARIÈS, *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Paris, Seuil, (1960) 1973.

24. Georges PANCHAUD, *Les écoles vaudoises à la fin du régime bernois*, Lausanne, Libr. de l'Université F. Rouge (Bibliothèque historique vaudoise), 1952, pp. 238-239.

25. « Projet de proposition d'un Programme », ACV KXIII 231/1, *Ouvrages scolaires et méthodes d'enseignement. Matériel scolaire, 1803-1845*.

dessus de [l']intelligence [de l'enfant], et si arides pour son cœur et pour son imagination », et demandant des ouvrages davantage « à la portée des enfans, surtout des enfans des classes laborieuses »²⁶. Le format de questions-réponses n'a plus la même pertinence pour le champ éducatif : comme support de lecture, c'est surtout son « aridité », sa « sécheresse » qui constitue au XIX^e siècle un véritable point d'achoppement du modèle catéchétique aux yeux de ses opposants qui se prononcent sur les besoins spécifiques du nouveau public, les enfans et les adultes des classes populaires. Trois dimensions principales traversent donc le modèle catéchétique, en crise au début du XIX^e siècle : le livre comme le support de référence de la doctrine, l'intention d'atteindre les classes populaires et la forme de questions-réponses qui lui est spécifique.

Si l'idée de frapper l'imagination pour susciter la compréhension se trouve déjà dans quelques entreprises de pédagogisation du catéchisme au XVIII^e siècle, elle se dissocie aussi du traditionnel duo « mémorisation-compréhension », où l'apprentissage par cœur d'un contenu même trop ardu pour l'enfant était supposé le marquer, et constituer dans sa mémoire un réservoir de notions utiles pour sa vie entière, qu'il comprendrait le moment venu. Le modèle catéchétique semble indissociable de la mémorisation, et les critiques qu'il essuie s'inscrivent avant tout dans la condamnation officielle de cette méthode : le *Règlement vaudois sur les écoles publiques* de 1834 demande aux régents d'enseigner en français, d'utiliser la méthode individuelle, simultanée ou mutuelle et de ne pas « [se borner] à [...] inculquer [aux enfans] un savoir mécanique »²⁷.

Le modèle catéchétique est assez rapidement abandonné des projets de livres d'éducation civique du premier XIX^e siècle, qui se présentent sous la forme de veillées, de leçons ou de dialogues. Pourtant, le catéchisme n'en mérite pas moins sa place au rang des modèles : les ouvrages d'éducation civique sont truffés d'héritages, de réappropriations et d'adaptations de caractéristiques typiques du catéchisme. Ces héritages se mesurent à l'aune de deux critères principaux : la fonction générale du livre et l'agencement interne de la partie sur les devoirs du citoyen.

Par « fonction générale », on entend les finalités du livre et la manière

26. [Anonyme], « Quelques observations sur l'emploi du catéchisme », *Journal d'éducation...*, août 1829. L'article est signé « A., propriétaire, membre de la Société helvét(ique). des sciences natur(elles) ».

27. *Règlement du 2 août 1834 sur les écoles publiques primaires*, Lausanne, Emanuel Vincent fils, [1834], article 7.

dont il s'inscrit dans le panorama du livre d'éducation. Les ouvrages caractéristiques de la période libérale offrent un complément aux supports religieux. Ils s'inscrivent de surcroît dans la tradition catéchétique consistant à contenir, en un seul livre, l'ensemble des connaissances de base nécessaires à un bon chrétien – et en l'occurrence, à un bon citoyen : ils constituent le livre de référence sur les valeurs et les comportements à adopter. *L'ami des enfans vaudois* d'Herminie Chavannes (1835 et 1837) offre un exemple intéressant à cet égard, puisqu'il propose un tour d'horizon relativement complet de l'ensemble des connaissances que les enfans doivent maîtriser, tout en étant pétri de références religieuses. On y trouve pêle-mêle : l'utilité du bois dans la vie de tous les jours, la notion de liberté et celle de patrie, les cinq sens ou même le chant pour lequel quatre partitions très simples sont fournies. Parmi ces dernières, on trouve deux chants laïques, sur le vol de l'hirondelle et sur les vertus des « bons écoliers » et deux chants religieux. Traitant de valeurs fondamentales (la liberté, la patrie, le travail), du système politique (la Constitution vaudoise, les élections) tout comme de sujets très concrets (les impôts, les dangers de la foire ou les manières d'éviter un incendie), *Le Père Thomas* de Miéville (1825) constitue aussi un véritable manuel complet – quoique moins axé sur la foi – pour l'apprentissage de la vie en communauté. Ici, l'héritage catéchétique est plus direct puisque l'ouvrage est adapté du *Catéchisme de la constitution helvétique* de 1798 du même auteur. Cette vision du livre correspond aux réalités de la vie des paysans ou des ouvriers des manufactures, pour qui le livre est un objet cher et doit contenir les connaissances essentielles. Cette tendance caractérise cependant surtout les débuts du livre d'éducation civique au XIX^e siècle, qui tend à un manuel de connaissances générales ; dès 1840, le livre d'éducation civique se fait plus spécifique et porte davantage sur la Constitution et les institutions, même si la géographie, l'histoire et surtout la morale demeurent omniprésentes.

D'autre part, pour la structure interne des devoirs, ces premiers manuels sont très proches des catéchismes. Dans l'un des projets du plan pour un « ouvrage élémentaire destiné à l'instruction morale & Politique de la jeunesse Vaudoise » (datant aussi sans doute de 1822 ou 1823), il est préconisé que « l'instruction morale devrait faire connaître à la jeunesse les devoirs qu'elle aura à remplir envers la société » aux côtés des

devoirs plus particuliers que nous avons à remplir d'après nos rapports avec telle classe de Personnes; tels sont les devoirs réciproques des enfans et des Pères, des Époux, des Domestiques et des Maitres, des simples Citoyens et des Magistrats²⁸.

Il en va de même dans *Le Père Thomas*: comme le remarque le Conseil académique qui l'approuve officiellement en 1825, l'ouvrage propose des « règles de conduite soit envers autrui soit pour soi-même »²⁹. Un ouvrage manuscrit de 1828, les *Veillées vaudoises*, offre, lui, une section sur les « devoirs envers les hom(m)es en général » qui répond d'ailleurs aux « droits de l'hom(m)e en général », et une longue section intitulée « Des devoirs dictés par la Religion et la Morale » qui rassemble thématiquement chaque vertu, de la bienfaisance à la pitié envers les animaux, en passant par les moyens d'éviter la ruse³⁰.

De plus, au lieu de débiter par la nature de Dieu, les livres d'éducation civique commencent aussi régulièrement par expliquer la nature de la patrie ou de la société. Cette structuration en fonction des devoirs envers la société, puis autrui, puis soi-même est typique de la forme des catéchismes de l'époque moderne et du début du XIX^e siècle comme le *Catéchisme* d'Ostervald (1702)³¹. Les devoirs de la morale, qui constituent une partie du catéchisme, y sont organisés en triptyque: les devoirs envers Dieu, le prochain, et soi-même. L'ordre symbolique de la morale chrétienne qui organise hiérarchiquement les devoirs, de Dieu à soi-même, est ainsi transféré dans les manuels d'éducation civique en

28. « Projet de proposition d'un Programme relatif à la publication d'un livre élémentaire sur les devoirs de l'homme envers la société, et sur les devoirs et les droits du Citoyen Vaudois, à l'usage des Écoles, et des collèges du Canton », par un M. Dela [harpe?], s.d., ACV KXIII 231/1, Ouvrages scolaires et méthodes d'enseignement. Matériel scolaire, 1803-1845.

29. Rapport [sur *Le Père Thomas*], 10 février 1825, y. c. 12 février 1825, l'ouvrage est adopté. ACV KXIII 231/1, Ouvrages scolaires et méthodes d'enseignement. Matériel scolaire, 1803-1845, « M. Miéville, ouvrage à l'usage en campagne ».

30. [Anonyme], « Les Veillées Vaudoises, ou Discours et Entretiens de quelques habitans d'un Village du Canton de Vaud, sur des sujets d'instruction d'une utilité générale. Ouvrage envoyé au Conseil Académique, pour le concours ouvert jusqu'au 1^{er} Octobre 1828 pour la composition d'un Manuel à l'usage des Écoles primaires. 1828 », « Reçu le 17 septembre 1828 » par le Conseil académique, IV. BCUL 1M 3735.

31. Paru en 1702, l'ouvrage est abrégé par son auteur en 1748 puis remanié par Georges Polier de Bottens (1675-1759) pour les Écoles de charité de Lausanne (1750). Les deux abrégés et le *Catéchisme* original connaîtront encore de nombreuses rééditions jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

devoirs envers la patrie ou la société, puis au deuxième échelon envers les magistrats et son entourage, et enfin envers soi-même. Les vertus qui accompagnent ces devoirs rappellent les vertus catéchétiques: charité, humilité, justice ou tempérance et surtout obéissance sont présentées dans des historiettes morales qui ont pour but d'amuser tout en instruisant. Dans *Les soirées du village* de Samuel Descombaz, une imposante partie d'histoire suisse et vaudoise est suivie de deux chapitres expliquant la Constitution de 1831, puis, de manière intéressante, de trois chapitres sur les devoirs du citoyen avant une conclusion sur l'égalité, la liberté et le progrès – une séparation entre histoire et devoirs moraux qui pourrait être rapprochée de la division entre l'histoire sainte et la partie « catéchisme » proprement dite (les devoirs de la morale) dans les catéchismes.

Ce bref tour d'horizon concerne certes quelques manuels, et pas tous: d'autres ouvrages organisés sous forme de leçons portent moins cette structure évidente. Pour autant, les auteurs de manuels d'éducation civique se réapproprient certaines caractéristiques du modèle catéchétique. L'ayant connu et appris pour leur communion, il est possible que ce mouvement de réappropriation aille de soi pour les auteurs, dont plusieurs sont de surcroît eux-mêmes théologiens ou pasteurs. La familiarité née de la reprise des éléments du catéchisme est peut-être aussi perçue comme bénéfique pour l'apprentissage, comme porteuse d'une certaine autorité associée au clergé et d'une légitimité en matière de livre d'éducation.

Individualisme et bien public: vers une nouvelle morale civique

Dans les manuels scolaires vaudois, l'appartenance à la collectivité est fréquemment présentée comme un devoir civique. Michèle Riot-Sarcey a mis en avant le combat contre l'individualisme qui caractérise le XIX^e siècle, en opposition à la prééminence de l'individu et de ses libertés, prônée par les dernières générations du XVIII^e siècle. En conséquence, l'organisation sociale idéale, au début du XIX^e siècle, réside dans une harmonie entre les individus pour mieux travailler au bien commun³². En Suisse, dès la Restauration, l'objectif général de l'instruction publique est très clair: il s'agit d'« apprendre à l'homme à

32. Michèle RIOT-SARCEY, *Le réel de l'utopie, Essai sur la politique au XIX^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 262.

vivre en société», comme le souligne le théologien vaudois du Réveil Alexandre Vinet (1797-1847) dans une série d'articles qui paraissent à l'été 1824 dans *Le Nouvelliste vaudois*, fondé quelques mois plus tôt à Lausanne³³.

À l'aube de la Régénération, les débats font d'ailleurs rage sur l'étendue de la compétence éducative de l'État face aux libertés individuelles. Un exemple intéressant peut en être trouvé dans le vif débat au Grand Conseil sur la future loi scolaire à la fin de l'année 1833. Il est alors question d'un article 11 permettant aux parents «dissidents» (c'est-à-dire ceux qui n'adhèrent pas à l'Église nationale, dont les méthodistes ou plus généralement les «séparatistes») de retirer leurs enfants des cours de religion, alors que la loi restrictive du 20 mai 1824 est encore en vigueur³⁴. Portant sur la liberté religieuse, l'article vise aussi à prémunir l'institution scolaire contre d'éventuels régents dissidents. Décrit par l'un de ses participants, le député Ducroz, comme une «vraie anticipation sur la question de la liberté religieuse», l'article est accepté par les députés, non sans bien des protestations d'opposants qui souhaitent éviter que les «divisions religieuses» ne soient inscrites dans la loi; d'autres encore, comme le député Rochat, jugent que «les droits de l'autorité paternelle ne doivent pas prévaloir sur les droits de la société» et craignent même que des «écoles dissidentes» ne soient créées³⁵. Inscrit dans la loi du 24 janvier 1834 sur les écoles publiques primaires, cet article 11 permet de dispenser les enfants des cours de religion «sur la demande expresse des pères de famille» et après approbation du Conseil de l'instruction publique; c'est ainsi dans le domaine scolaire que s'opère l'une des premières mises en pratique des idées de liberté religieuse qui mèneront à l'abrogation de la loi de 1824 la même année.

Dès ses débuts, parce qu'elle contient des préceptes sur les bonnes mœurs, l'éducation civique était présentée par ses promoteurs comme un ciment social majeur, ce qui légitimait son urgente nécessité. Dans leurs écrits pédagogiques ou dans la presse politique, c'est avant tout sur la nature sociable de l'homme que les réformateurs libéraux insistent. Le «civisme» partout réclamé désigne une attitude individuelle natu-

33. [Alexandre VINET], «Quelques réflexions sur un sujet important. Premier article», *Le Nouvelliste vaudois* 59, 23 juillet 1824.

34. *Bulletin du Grand Conseil 1833*, séance du vendredi 3 décembre et du samedi 4 décembre 1833, pp. 959 ss. Sur la loi de 1824, lire ci-dessus Olivier Meuwly.

35. *Ibid.*, p. 970.

relle, axée sur le «bien public»: le citoyen doit être apte à faire passer l'intérêt de la collectivité sur son intérêt propre. Les manuels d'éducation civique traitent abondamment des bons comportements à adopter pour mener une vie en harmonie avec sa communauté.

Après l'intérêt très marqué de la période révolutionnaire – surtout en France – pour l'organisation sociale des animaux, les métaphores animales investissent les livres de lectures et d'édification morale et civique. De manière intéressante, certains animaux reviennent régulièrement, tels le castor, la fourmi ou l'abeille. Il s'agit d'espèces dont les naturalistes français (pensons à Buffon, ou encore Cuvier) ont déterminé que leur activité individuelle était structurée par nature en fonction des besoins de la collectivité pour construire le barrage, la fourmilière ou la ruche³⁶; ils constituent ainsi d'utiles images de membres vertueux d'une société fonctionnelle.

Dans le canton de Vaud de la fin de la Restauration, l'abeille est à l'honneur dans au moins deux ouvrages: *L'abeille vaudoise*, d'une part, dont nous n'avons que le titre, ouvrage qui fut envoyé au Conseil d'État vaudois en 1828 dans le cadre d'un concours pour des livres d'éducation civique et, d'autre part, *L'abeille, ou les veillées du village*, un support de lecture populaire à succès qui paraît d'abord en feuilles séparées avant d'être rassemblées en 1836 en un ouvrage par le libraire lausannois Benjamin Corbaz (1786-1847), qui publie dès 1831 une collection éducative intitulée Bibliothèque populaire à l'usage de la jeunesse vaudoise. Dans ce dernier ouvrage, l'auteur anonyme cite les écrits de Buffon qui compare la ruche à une république pour souligner la loyauté au souverain – la reine – et l'ardeur au travail qui anime tous les citoyens que sont les abeilles³⁷. *L'abeille, ou les veillées du village* constitue un témoignage du souci constant des élites bourgeoises d'éduquer l'individu en vue de la collectivité; l'ouvrage est d'ailleurs encensé en 1836 dans le *Journal de la Société vaudoise d'utilité publique* par ce bref commentaire élogieux: «C'est la morale mise en rapport avec nos mœurs.»³⁸ L'image n'est d'ailleurs pas nouvelle: l'abeille et l'organisation de la ruche furent minutieusement étudiées

36. Cf. pour le XIX^e siècle la *Revue d'histoire du XIX^e siècle* 54(1), 2017, «La part animale du XIX^e siècle», sous la direction de Quentin DELUERMOS et François JARRIGE (<https://journals.openedition.org/rh19/5165>, consulté le 8 avril 2021).

37. *L'abeille, ou les veillées du village, pour servir de suite aux Entretiens de Maître Pierre*, Lausanne, au dépôt bibliographique [B. Corbaz], 1836, pp. 79 ss.

38. *Journal de la Société vaudoise d'utilité publique* 4, 1836 pour 1835, p. 228.

par Aristote³⁹, et la métaphore devient un véritable topos au Moyen Âge.

Pour les penseurs pratiques, l'enjeu est de comprendre la société comme un organisme vivant ; ces réflexions s'inscrivent dans le cadre de l'émergence des sciences naturelles pour tenter de comprendre la société, ce qui constitue l'étape nécessaire pour la changer ensuite. À l'inverse, on trouve aussi des contre-exemples qu'il s'agit d'éviter. Dans le *Journal d'éducation* de la Société vaudoise d'utilité publique (1829), on lit, dans un « Extrait d'un journal d'un instituteur de petits enfans », l'indication suivante : « Estampe de la belette. J'ai fait contraster sa belle fourrure et sa jolie marche avec ses inclinations carnassières et méchantes. – Mœurs de ces petits animaux. »⁴⁰ Ce résumé d'une leçon d'un instituteur à ses élèves incite à fuir la coquetterie et à se méfier des apparences pour se préoccuper au contraire d'acquérir de solides principes et de bonnes mœurs.

Par ailleurs, c'est en insistant sur une sociabilité naturelle à l'être humain que nombre de ces textes de la période révolutionnaire et post-révolutionnaire (manuels, veillées, mais aussi catéchismes républicains) abordent la matière politique. Dans son *Catéchisme de la constitution helvétique* (1798), l'avocat lausannois Gabriel-Antoine Miéville évoquait ainsi dès le deuxième chapitre (immédiatement après « La révolution ») le « contrat social » qui obligeait les individus à vivre ensemble pour survivre, par nécessité⁴¹. L'influence de Rousseau est importante : Luc Vincenti a montré que pour Rousseau, chaque individu doit s'identifier complètement au bien commun et à la volonté générale⁴². Chez Miéville, qui s'inspire d'un catéchisme politique français, cette nécessité est inhérente à la nature de l'homme. Dans la refonte de son catéchisme en un *Manuel du citoyen vaudois* (1825), l'avocat présente la sociabilité de l'homme comme le résultat de son environnement hostile :

39. Cf. Stéphane LEGRAND, « Les abeilles sont-elles un animal politique ? », *Labyrinth* 40, 2013, pp. 109-113.

40. *Journal d'éducation à l'usage des instituteurs et des pères de famille, publié par la Société vaudoise d'utilité publique du canton de Vaud*, Yverdon, Fivaz, 1829, pp. 13 ss.

41. [Gabriel-Antoine MIÉVILLE], *Catéchisme de la constitution helvétique*, Lausanne, Chez Lacombe et Compagnie, 1798, pp. 7 ss.

42. Luc VINCENTI, « Citoyenneté et démocratie dans la philosophie de Rousseau », in : Raymonde MONNIER (éd.), *Citoyen et citoyenneté sous la Révolution française*, pp. 25-31, ici p. 29.

L'état de société était nécessaire à l'homme ; il ne pouvait pas vivre seul. Environné de tous les maux de la nature, obligé de se défendre contre les tempêtes, les inondations, l'intempérie des saisons ou la stérilité de la terre, il ne pouvait rien, abandonné à lui-même, pour sa conservation. Il a donc fallu qu'il se réunisse à ses semblables ; quand l'instinct et la nature ne l'eussent pas porté à la société, sa raison lui en aurait fait sentir le besoin⁴³.

L'état social de l'homme est donc pour Miéville un réflexe de survie, mû par un instinct animal, contrebalancé par la raison humaine.

La vision de Miéville se confronte cependant à celle de l'origine divine de l'état social, plus fréquente chez les autres auteurs qui, eux, ne s'inspirent pas de modèles catéchétiques – et donc laïques – français. Dans son *Ami des enfans vaudois* (1835-1837), Herminie Chavannes fonde, elle, le libéralisme sur l'obéissance, vertu religieuse majeure. À propos de la liberté, qui est le pendant de la patrie dans la devise vaudoise de « liberté et patrie » depuis 1803, elle dit ainsi aux enfans :

Tous les hommes aiment la liberté, mais il ne faut pas croire qu'être libre, c'est avoir la permission de faire tout ce qui nous plaît, et de nous livrer à toutes nos passions. [...] Les hommes, donc, ne peuvent vivre en société et jouir d'une sage liberté, sans établir des lois auxquelles chacun doit se soumettre. [...] L'Éternel a établi de l'ordre dans le monde que nous habitons. Voyez les saisons se succéder régulièrement, chaque plante fleurir à une certaine époque, chaque fruit mûrir de même, chaque animal vivre dans le pays que Dieu a choisi pour lui. Eh bien ! mes amis, ce bel ordre doit être imité dans la société humaine. Il faut que l'enfant obéisse [...] ⁴⁴.

On retrouve ici les références à la nature ; la liberté individuelle se mesure à l'ordre social qui doit primer : sans ordre, « point de liberté ». François Jacquet-Francillon a qualifié d'« individualisme tempéré » cet équilibre entre ce que chaque individu reçoit de l'État au cours de son éducation et ce qu'il doit « en retour » à la nation⁴⁵. De manière

43. [Gabriel-Antoine MIÉVILLE], *Le Père Thomas*, p. 32.

44. [Herminie CHAVANNES], *L'Ami des enfans vaudois*, 2 tomes, Lausanne, Au dépôt bibliographique [B. Corbaz], Au bureau du journal d'utilité publique, soit Feuille du canton de Vaud, À la librairie religieuse et d'éducation, 1835, 1837, tome 1, pp. 90-91.

45. François JACQUET-FRANCILLON, « Éducation, éducation », pp. 46-47.

intéressante, Herminie Chavannes égrène son texte d'exemples à la portée des enfants; en l'occurrence, elle leur explique que le régent est libre de donner des exercices, mais que les élèves ne sont pas libres de choisir de les faire ou non. Ils peuvent en revanche prendre ou non la liberté de lui poser des questions; s'endormir en classe, c'est faire un mauvais usage « du degré de liberté qui [...] est permis » aux enfants. L'ordre de la nature est reflété par l'ordre social, qui est d'origine divine. Comme chez Albertine Necker de Saussure que l'auteure a lue, ce raisonnement a pour effet de fonder l'obéissance comme un devoir chrétien⁴⁶: comme le dit plus loin Herminie Chavannes, « quand un citoyen ne veut pas obéir aux lois, on le traite comme le régent traite l'enfant désobéissant »⁴⁷. Cette dimension sacrée de la société est caractéristique des milieux du Réveil auxquels Herminie Chavannes appartient tout comme sa famille; elle est d'ailleurs proche d'Alexandre Vinet dont elle rédige en 1847 l'éloge dans la *Revue suisse*, et elle est favorable à la liberté religieuse et aux idées du théologien vaudois s'exprimant en faveur d'une séparation de l'Église et de l'État, à même de garantir la liberté des cultes⁴⁸.

De fait, c'est en particulier pour son contenu très religieux que *L'Ami des enfans vaudois* d'Herminie Chavannes est approuvé par le Conseil de l'instruction publique en 1835. La matière politique y est abordée par la morale religieuse: les concepts de liberté et de patrie sont expliqués sous l'angle des devoirs que les enfants doivent à leurs supérieurs (le régent, leurs parents), mais surtout à Dieu. L'obéissance, l'honnêteté, la mesure, la loyauté sont autant de vertus apparaissant dans les supports catéchétiques depuis l'Ancien Régime, qui sont à présent articulées en termes de liberté: faire usage de ses droits et respecter ses devoirs, c'est faire un usage avisé de sa liberté (d'inspiration divine) – et, qui plus est, faire montre de son amour et de sa fidélité envers la patrie. Cette éthique protestante laisse peu de place à l'amusement, potentiellement

46. La prééminence de l'obéissance comme devoir civique a été montrée par l'analyse de manuels comme celui de Louis Bornet (paru à Fribourg en 1856) par Sarah Scholl dans son article « Soyez courageux et dociles ! ».

47. [Herminie CHAVANNES], *L'Ami des enfans vaudois*, tome 1, p. 94.

48. Alexandre VINET, *Mémoire en faveur de la liberté des cultes*, Paris, H. Servier, 1826. Notons en outre que la vision de Miéville, pour qui l'éducation civique repose sur la nature humaine (donc sur un choix individuel, libéral) n'est pas fondamentalement opposée à l'origine divine de l'état social. Comme le remarque Gérald ARLETTAZ (*op. cit.*, p. 178), les conceptions « étatistes » d'un modèle politique libéral relèvent aussi parfois d'une sacralisation.

dangereux dans l'acquisition des vertus religieuses. Notons en outre que chez l'auteure, la religion n'est pas non plus exclue du patriotisme, loin de là: elle compare la cathédrale de Lausanne avec le monument de la bataille de Morat, et fait de la cathédrale le monument national des Vaudois⁴⁹. Chez Herminie Chavannes se développe ainsi une forme de patriotisme religieux: surtout à une période de crise religieuse entre dissidents et partisans de l'Église nationale, l'identité religieuse rejoint l'identité nationale (vaudoise).

En revanche, le propos des manuels d'éducation civique évite de s'arrêter trop sur les dogmes religieux, la plupart du temps: la matière civique est religieuse, chrétienne, mais l'accent sur la morale fait qu'elle est déconfessionnalisée; moyennant quelques adaptations, cela permet à ces ouvrages d'être diffusés hors des terres vaudoises. Tout en étant susceptibles de plaire au Conseil de l'instruction publique vaudois et aux communes où les pasteurs occupent un rôle de premier plan avant et après 1834, ces mêmes choix éditoriaux permettent par exemple à une collection comme la Bibliothèque populaire à l'usage de la jeunesse vaudoise de Corbaz d'être présentée aux cantons catholiques comme une collection « à l'usage de tous les cultes chrétiens », selon un compte rendu qu'en fait le rédacteur du journal valaisan *L'écho des Alpes* en 1843⁵⁰. Il en ira de même avec le manuel du Fribourgeois Louis Bornet (1856), diffusé par la suite dans plusieurs cantons protestants de Suisse romande, et qui est marqué par une volonté similaire de se détacher des affrontements confessionnels en ôtant les composantes catholiques dogmatiques pour ne conserver qu'une religion chrétienne, fondatrice de l'ordre social⁵¹.

Conclusion

Dans un contexte de division politique et religieuse, la montée du libéralisme dès les années 1820 est marquée par la promotion d'une éducation civique pour l'ensemble de la population, qui sera introduite dans les écoles primaires en 1834 – non sans bien des difficultés et une latence importante dans son implantation. Se fondant sur un corpus

49. [Herminie CHAVANNES], *L'Ami des enfans vaudois*, tome 2, p. 65.

50. *L'écho des Alpes* 34, le 27 avril 1843.

51. Sarah SCHOLL, « Les enjeux religieux de l'instruction morale et civique au XIX^e siècle en Suisse romande », p. 56.

incluant la presse, les débats politiques, les manuels scolaires ou encore les sources issues des milieux philanthropiques et libéraux, cette communication s'est attachée à montrer que les références qui règlent le comportement des individus s'inscrivent tour à tour dans le religieux et dans le national. Ainsi, dans la plupart des manuels, mais aussi dans les projets des libéraux, l'instruction civique se fonde sur la morale provenant des catéchismes, et laisse la part belle au religieux, en récupérant l'idée d'un fondement divin de l'ordre social. Les valeurs morales présentées dans l'éducation civique sont ainsi sacrnalisées avec l'aide du clergé, qui joue un rôle prépondérant dans les systèmes d'instruction publique au XIX^e siècle, que ce soit dans les conseils d'éducation ou dans l'inspection des écoles.

Loin d'une interprétation linéaire du phénomène de sécularisation, l'analyse indique plutôt une réassignation des domaines qui sont du ressort de l'Église et de l'État au XIX^e siècle, et ce par des « transferts de sacralité [...] entre religion et politique »⁵², pour reprendre les termes de Sarah Scholl. La présente contribution s'est attachée à montrer que ce phénomène s'amorce dès les années 1820, alors que la morale religieuse se mêle à la matière politique pour composer une nouvelle morale civique, qui passe par une déconfessionnalisation sans déchristianisation : le religieux demeure omniprésent, et continue à jouer un rôle essentiel dans les repères sociaux et identitaires des individus⁵³.

Fer de lance du mouvement libéral, la liberté individuelle apparaît la plupart du temps subordonnée au bien-être de la collectivité : la politisation annoncée de la population s'efface devant la nécessité pour les libéraux de maintenir l'ordre social établi, en particulier dès leur accession au pouvoir en 1830-1831, et de susciter l'adhésion à leur mouvement. En filigrane, les discours politique et philanthropique (qui se mêlent) révèlent avant tout une promotion de la responsabilité individuelle au XIX^e siècle.

52. EAD., « "Soyez courageux et dociles !" », pp. 362, 344.

53. Comme l'a aussi montré Urs ALTERMATT, *Le catholicisme au défi de la modernité. L'histoire sociale des catholiques suisses aux XIX^e et XX^e siècles*, Lausanne, Payot, 1994.

La place des femmes durant le clivage religieux vaudois (1824-1847)

Aline Johner*

Au cours du XIX^e siècle, la religion chrétienne en Europe a subi deux mouvements qui peuvent à première vue paraître antagonistes : d'une part, un processus de sécularisation, marqué par la perte d'influence de l'Église dans plusieurs sphères de la société, et, d'autre part, un renouveau de la vie spirituelle qui se manifeste surtout au niveau des fidèles. Or, certain(e)s chercheur(euse)s supposent que les femmes auraient formé la pierre angulaire de cette reconquête¹. Malgré la prise de distance progressive des hommes face à l'autorité des Églises, les femmes auraient ainsi permis d'assurer le maintien et le développement de la tradition religieuse. Comme nous allons le voir, cette idée d'une « féminisation » de la religion est cependant aussi le fruit de représentations véhiculées par les contemporains de l'époque. Dans le contexte de l'essor des mouvements du Réveil depuis les années 1820 dans le canton de Vaud, la participation féminine au processus de transformation de l'Église acquiert une nouvelle dimension. Les discours sur la religiosité des femmes diffèrent alors selon les partis politiques qui les expriment, exploitant ou renforçant les stéréotypes sur leur piété.

Il importe donc dans un premier temps de replacer la question du rapport des femmes à la religion dans le contexte spécifique du débat et des luttes pour ou contre l'indépendance de l'Église face à l'État, mais également de distinguer les courants religieux et politiques dont elles faisaient elles-mêmes partie. En effet, cette communication ne se limitera pas à évoquer les discours portant sur les femmes ; elle s'attachera également à démontrer que leur engagement lors du clivage religieux

* Université de Lausanne.

1. Pour un résumé de ces thèses, voir Tine VAN OSSELAER et Thomas BUERMAN, « Feminization Thesis: A Survey of International Historiography and Probing of Belgian Grounds », *Revue d'histoire ecclésiastique* 113(3-4), 2008, pp. 497-544.